

Lors de la présentation du budget 2019, nous ne disposions pas des comptes consolidés de l'année 2018. Ces comptes sont ceux des 96 fédérations, société immobilière et du CN.

Ceux-ci ont été approuvés par la CNCCFP, assortis d'une mise en garde concernant l'obligation du respect de la nouvelle législation imposant l'intégration de toutes les entités du pcf notamment les sections et SCI dans la consolidation des comptes, ce que nous avons réalisé mais que pour 25 sections. Dans son courrier, elle précise « le dépôt de compte d'ensemble au titre de l'exercice 2019 dont la conformité aux règles applicables serait jugée insuffisante pourrait conduire la commission à considérer que le parti n'a pas respecté ses obligations légales. Dans un tel cas, le parti perdrait sa capacité à financer une campagne électorale (...) et la commission pourrait le priver du bénéfice de l'aide publique et de la réduction d'impôt prévue à l'article 200 du code général des impôts pour les dons et cotisations versées à son profit pour une durée maximale de trois ans. » Fin de citation.

Je veux souligner ici la fragilité dans laquelle la nouvelle législation met une organisation comme la nôtre où les adhérents et structures de proximités sont parties constitutives de notre conception de la démocratie politique et sont consubstantiel de notre ancrage national. Si tous les partis se doivent d'appliquer ces lois, tous ne sont pas traités à la même enseigne.

Nous sommes le seul parti avec le PS qui soit organisé avec une décentralisation financière. Cela fait notre force et nous met aujourd'hui sous de lourdes contraintes. Un défi démocratique à relever.

Répondre à ces exigences nous engage à d'important effort militants et investissement qui se répercuteront dans le budget du CN et celui des fédérations pour pouvoir faire valider nos comptes.

### **Quelques remarques à partir des comptes consolidés 2018 publiés par la CNCCFP (pas le doc que vous avez sous les yeux)**

#### **1) D'abord sur les caractéristiques de notre financement**

D'emblée : il convient de mesurer - et tout autant de valoriser la singularité militante et populaire du financement de notre Parti.

Il s'agit en effet d'une originalité profonde, d'une réalité atypique dans le paysage politique de notre pays.

J'insiste, une réalité... et pas un « truc » de communication ou un faire-valoir.

En effet, sur près de 26,5 millions d'euros collectés par les fédérations et

le Conseil national en 2018 : 22 % proviennent des cotisations des adhérents. 18 % émanent de la souscription. L'aide publique compte pour seulement 7,5 % de nos ressources. Cette aide a baissé de 35 % suite aux élections législatives. C'est dire que nous ne sommes pas essentiellement dépendants de l'aide publique contrairement aux principales formations politiques de notre pays, même si nous préférierions évidemment toucher davantage. Enfin, 25 % de nos produits sont constitués du reversement des indemnités de nos élus. Il faut noter à cet égard le niveau de cet apport, même si cette part de nos élus dans notre financement a baissé ces dernières années et a baissé en 2019 avec la perte de nos députés européens.

Les autres recettes sont des produits d'initiatives et d'exploitation.

Ces chiffres, qui sont du domaine public, éclairent avec force cette singularité dont j'ai parlé d'entrée : notre financement local et national est très largement appuyé sur nos ressources militantes, nos élus et notre réseau de sympathisants.

Il faut souligner également la structuration atypique au regard des autres partis de la collecte et de l'utilisation de nos ressources : en effet, près des trois quarts de ces 26,5 millions d'euros collectés sont gérés par les fédérations départementales du Parti. Cela traduit une large décentralisation et un

enracinement territorial sans pareil dans le pays.

Ces chiffres ne prennent pas encore pleinement en compte les initiatives de nos sections ; ce qui sera maintenant le cas avec de nouvelles réglementations qui réclament un gros travail du secteur finances, des fédérations et des sections.

Nos finances sont le produit singulier de l'histoire de notre Parti et elles témoignent de l'engagement actuel de nouvelles générations de militants.

Notre politique financière est un moyen incontournable pour déployer nos batailles et elle est le témoin de nos valeurs et de notre conception de la politique.

Ne lâchons rien sur cette question, c'est une originalité vertueuse et c'est une force !

Révéler cette réalité, politiser cette question, la porter publiquement avec force constituent une nécessité et un atout pour nos batailles.

Si nous avons besoin de confier à des camarades l'animation de notre politique financière et la tâche de tenir des comptabilités, tous les responsables du Parti doivent y attacher une attention permanente et soutenue. Les secrétaires de section, les secrétaires départementaux, le secrétaire national du parti sont engagés bien évidemment à la réussite des objectifs politiques en découlant, mais ils le sont aussi devant la loi.

**Second rappel sur la situation de nos finances.**

## **D'abord les fédérations :**

La situation financière de nos fédérations n'est évidemment pas homogène.

Déjà, beaucoup de fédérations rencontrent des difficultés financières depuis ces dernières années. Le Conseil national apporte une aide financière directe à l'équilibre structurel des fédérations pour 30 d'entre elles et répond très régulièrement à des demandes d'aide ponctuelle émanant de nos organisations départementales.

**Dans les fédérations, il a donc fallu affronter cette situation et souvent effectuer des choix difficiles.**

**Cette situation doit continuer d'activer notre réflexion et notre travail sur des questions déjà pointées.**

**Sur nos recettes**

**1) la cotisation, la souscription, j'y reviendrai**

**2) concernant le reversement des élus il convient en cette période de constitution des listes municipales de veiller aux discussions que nous avons avec nos futurs élus.**

**Concernant nos dépenses**

**La première question** touche à notre mode de fonctionnement, notre organisation du travail ont été marqués, façonnés, par une période où notre Parti disposait de davantage de moyens. Face à la réduction de ces moyens liés notamment à des pertes de positions électorales, comment mieux utiliser, comment davantage mettre en mouvement nos potentialités militantes, qui restent très larges et très diverses ? En conséquence, quelles nouvelles logiques de travail et quelle implication de direction à tous les niveaux du Parti pour mobiliser mieux ces ressources militantes ?

Cette question dépasse donc – et de loin - la seule dimension financière. Elle porte l'exigence d'un déploiement plus intense de nos forces militantes, interroge toutes les organisations et tous les niveaux du parti.

**La deuxième question** est celle de la mise en partage de certains de nos moyens entre fédérations sur des questions telles que nos moyens d'impression ou la tenue de nos comptes, la participation à la fête de l'Humanité, la formation... et sans doute bien d'autres questions encore ?

Ces partenariats ne peuvent se décréter, ils doivent se construire, s'expérimenter... mais un mouvement de mutualisation entre fédérations est à encourager et se révèle incontournable. C'est, je pense, un des objectifs sur lequel nous devons encore avancer avec la mise en place des coordinateurs de région.

**La troisième question** concerne la gestion de notre patrimoine immobilier. Celui-ci est conséquent sur tout le territoire, il est le fruit de l'engagement de générations de militants. Des ajustements ont déjà été effectués dans certaines fédérations et des réflexions sont en cours, car ce patrimoine coûte souvent cher d'usage et d'entretien. Et il est parfois en décalage avec nos réels besoins.

Quels que soient nos choix, il faut manier cette question avec le soin, la transparence et l'esprit de responsabilité nécessaires.

**La quatrième question** concerne notre projet numérique. Il nécessite des choix stratégiques car liés aux questions d'organisation et de campagne électorale dans la perspective des prochaines échéances. Il représente dans la durée des investissements.

**J'en viens à la présentation du Budget réalisé par l'équipe du secteur financier et la coordination nationale. C'est le document qui vous a été remis.**

Je veux souligner l'acte important que constitue l'établissement d'un budget. En effet, il s'agit de définir à partir des orientations du congrès et du conseil national, les conditions de sa réalisation. C'est donc un acte politique majeur qui, une fois adopté engage l'ensemble de la direction. Aussi il convient de faire partager ces orientations, à tous les niveaux de l'organisation nationale, fédérations et sections.

**Ceci est toujours vrai mais particulièrement dans la période de difficultés que nous connaissons.**

### **Concernant les finances du Conseil national :**

Vous pouvez suivre sur le document que vous avez en main.

Pour ne pas alourdir mon propos et pointer les postes structurants, je ne commenterai pas tous les chiffres ; nous y reviendrons si nécessaire dans notre discussion.

### **Concernant le bilan d'exploitation de 2019**

**L'équilibre de gestion 2019 est atteint grâce au prêt sur 3 ans accordé par des fédérations.**

### **La souscription**

La souscription exceptionnelle de l'année. Souscription permanente et souscription des européennes cumulée.

Ce résultat est d'autant remarquable qu'il s'est accompagné d'une participation exceptionnelle des communistes et de leurs organisations à la souscription de l'Humanité.

Ce résultat confirme avec force l'enjeu de cette bataille politique qu'il nous faut mener avec ambition, esprit de prospective et de rigueur. Nous atteignons ce chiffre avec plus d'un millier de souscripteurs supplémentaires. A noter que l'usage des outils numériques, nos campagnes de mails nous a permis d'obtenir 22 % de ces dons en cartes bancaires.

## **La cotisation**

Nous n'avons pas atteint tous nos objectifs ambitieux que nous nous étions fixés, progresser sur trois terrains :

1) L'examen des ADF nous indique que nous avons moins de cotisants qu'en 2018. Un état final est en train de s'établir.

2) A ce jour, le montant total des cotisations perçues par les fédérations a baissé . Amenant la part à percevoir par la trésorerie nationale à baisser également.

Il manque près de 300000 € gardés par des fédérations 70 % de cette somme concerne 9 fédérations.

Le reversement de la totalité du tiers revenant au CN est un impératif politique. Il est structurellement et statutairement garant de notre politique financière, de nos règles de vie démocratique. Chaque adhérente et adhérent qui cotise le fait pour financer et assurer l'existence de nos structures locales, départementales et nationale.

En 2018, 9 fédérations n'avaient rien versé, elles sont 5 en 2019. Nous devons continuer ce travail, cela passe par des restructurations financières des fédérations concernées qui souvent ne reversent pas non plus la part due aux sections.

3) Le remboursement des dettes de fédérations des exercices antérieures.

En 2019, 34 fédérations ont effectué des versements participant de la diminution de cette dette cotisation.

Cela a été possible grâce au travail pour sensibiliser les directions départementales, pour gagner en rigueur et aider à restructurer des budgets.

### **Concernant les dépenses**

Nous avons réussi à contenir nos objectifs globaux. Cela au prix d'une rigueur de gestion souvent frustrantes et contraignantes au regard des nécessités politiques.

Nous le savons, nous avons en 2019 un enjeu considérable, celui de préserver notre prestigieux siège dont nous fêterons cette année les 40 ans.

En réalisant la location d'un niveau supplémentaire, nous avons atteint cet objectif qui nous a permis dès cette année une économie substantielle. Nous pouvons à ce propos remercier Jean-Louis Frostin (qui fait partie des retraités actifs de l'année et Pascale Labbé notre directrice financière pour avoir mené à terme cette opération.

Nous continuons à déployer notre activité commerciale et de valorisation du siège avec le travail des équipes du siège sous la conduite de Nicolas Bescond,

Nous avons en ce début d'année, perdu un militant qui s'est dévoué à notre siège, je veux ici rendre hommage à Maurice Rivière.

La réduction de nos espaces ne s'est pas faite sans contrainte pour les salariés et camarades qui travaillent ou fréquentent assidûment le siège.

Il a fallu se resserrer et accepter parfois des conditions de travail peu confortables.

C'est donc bien dans notre siège que nous fêterons avec éclat et créativité le centenaire de notre parti. Ce sera l'occasion pour les adhérents et le plus large public d'y venir pour participer et profiter des grands événements politiques et culturels qui s'y dérouleront pour nous projeter dans nos 100 ans d'avenir.

**Nous ne sommes pas parvenus à la réalisation de tous les équilibres économiques prévus.**

Cela concerne notamment la baisse de nos effectifs salariés.

Nous avons envisagé 15 départs. Nous en avons réalisé 9. Je veux souligner ici l'esprit de grande responsabilité et remercier ces camarades et salariés qui ont dû quitter le siège. Nous pouvons aussi remercier ceux qui ont accédé à leur retraite et qui continuent leur activité.

Sur les 6 autres départs, 3 d'entre eux sont en cours de résolution. Les trois autres devront intervenir d'ici la fin du premier trimestre 2020

Dans le même temps, nous avons créé l'équivalent de 5 postes. Nous n'avons pas pu réintégrer dans nos effectifs à l'issue de son mandat européen, Marie-Pierre Vieu. Elle nous a fait part de sa volonté de trouver la voie d'un projet professionnel correspondant à sa passion et son expérience. Nous sommes engagés à l'accompagner pour la réalisation de ce projet professionnel.

Pour mémoire depuis 2016, nous avons eu 26 départs pour 8 entrées.

**Nous ajoutons une ligne budgétaire** faisant apparaître notre engagement résolu contre les violences sexuelles et l'accompagnement de nos adhérentes quand elles en sont victimes au sein de l'organisation.

Enfin, il faut retenir que l'équilibre général permis par les prêts nous engage à inscrire dans nos budgets présents et à venir le remboursement de ceux-ci sur les 3 ans. Nous avons à partir des enjeux municipaux commencé à le faire.

### **Concernant nos orientations budgétaires pour 2020.**

Ces orientations épousent nos objectifs politiques dans les contraintes économiques.

La règle d'or restera que nous ne pouvons dépenser plus que ce que nous réalisons en recettes.

Concernant celle-ci, elles s'articulent autour de 4 axes :

1) Le versement par toutes les fédérations de part de cotisation revenant au CN et le règlement des dettes.

Dans ce cadre, la situation des fédérations ne reversant pas ou que partiellement le 1/3 des cotisations qu'elles perçoivent seront rencontrées par la vie du parti, le pôle moyens et le secrétariat national pour établir ensemble les conditions de sortie de cet état qui souvent appelle à une restructuration, à l'établissement de nouveau budget.

Il s'agira également de poursuivre et amplifier le travail sous l'impulsion Alain Guilbert en lien avec la vie du parti pour aider et accompagner les fédérations pour faire stopper notre érosion et faire progresser le nombre de cotisantes et cotisants, réévaluer le taux de cotisation, généraliser les prélèvements.

2) il nous faudra maintenir à un haut niveau la souscription, cela repose sur une organisation de la sollicitation de plus de monde. Nous avons progressé de façon significative avec plus d'un millier de nouveaux souscripteurs. L'année du centenaire doit nous permettre de progresser dans ce domaine.

3) Dans nos recettes, nous inscrivons une hausse de la prise en charge par les fédérations des moyens pour parvenir à la consolidation des comptes. Pour tenir les comptabilités des fédérations de plus de 40 fédérations, les accompagner, faire les vérifications indispensables de comptes de nos 96 fédérations. Pour renforcer l'équipe animée par Serge Leblond et intégrer le départ en cours d'année de Serge et Françoise retraités depuis plusieurs années, nous créons deux postes et demi de comptable dédiés à ce travail et faisons appel à des prestations extérieures pour nous accompagner sur l'intégration des Sociétés immobilières.

4) Nous inscrivons dans ce budget la recette exceptionnelle de la cotisation-souscription centenaire.

Depuis le mois de décembre les fédérations ont reçu la lettre aux adhérentes et adhérents du Secrétaire national Fabien Roussel, pour la faire parvenir à toutes

et tous. J'invite à vérifier que cet envoi et les dispositifs de collecte sont bien mis en place. Un point partiel établi par la vie du Parti, indique que nous avons pris du retard à faire connaître et partager les enjeux et initiatives du centenaire et les conditions de leurs financements tel que présenté dans la lettre de Fabien. Pour tenir ce budget chaque fédération devra pouvoir s'acquitter d'un mois de cotisation par adhérent.

Concernant les dépenses, je veux ici pointer les principales caractéristiques et orientations :

1) La réalisation de nos objectifs en terme de masse salariale reste centrale.

Les réaliser fait appel à un grand esprit de responsabilité de notre part pour accompagner les camarades concernés. Cela s'inscrit dans les lignes budgétaires ; charges permanent-e-s, personnels, et aides à fédération pour deux camarades.

2) L'augmentation des dépenses liées à la consolidation des comptes

3) L'auto-financement de l'université d'été qui ne peut s'atteindre que par la participation d'un plus grand nombre de camarades à cette initiative dédiée à la connaissance et notre rentrée politique.

4) L'incidence de la location des 4 niveaux de notre siège sur notre loyer

5) La reconduction de 500 000 € affectés à la communication qui devront faire l'objet d'un travail pour que cette enveloppe réponde mieux aux exigences

de notre communication nationale et demandes des fédérations. Cette enveloppe budgétaire intégrant la réalisation des grandes initiatives nationales programmées en 2020, celle de la mondialisation économique et financière, celle du combat pour les droits des femmes, celle sur l'écologie et enfin celles que nous voulons consacrer au monde du travail.

6) La poursuite du remboursement du tiers des prêts aux fédérations.

7) La réalisation d'une première provision de 220 .000 € en vue des échéances électorales de 2022.

En conclusion de cette présentation, je veux attirer votre attention sur le lien qu'il convient de faire, entre notre capacité à remplir nos objectifs de cotisations et règlement des arriérés pour pouvoir constituer en 2020 et les années suivantes la réserve indispensable pour l'échéance électorale de 2022.

Voici les orientations du budget 2020 que j'étais chargé de vous présenter à l'issue du travail effectué avec la coordination du parti, l'ensemble du pôle moyens.

Et l'apport indispensable de toute l'équipe du pôle moyens et du secteur financier avec leur responsable Jean Charles,

Jean-Louis, Alain, Monique à mes côtés, Pascale avec Florian, Serge avec Françoise, Cyril, les deux Monique, Danielle, la nouvelle venue Stéphanie et Odile sous contrat d'apprentissage.